

A Montmorency, Roger Dupont, notaire nommé maire à son corps défendant, et Hippolyte Pinaud, ingénieur-écrivain, lié à *La Nouvelle Revue Française* et à Jean Paulhan, implantèrent l'Organisation Civile et Militaire, (OCM), plutôt gaulliste. Ils fournissaient de faux papiers aux réfractaires du STO. Ils formeront le groupe 405 des FFI, auquel ont participé des Domontois.

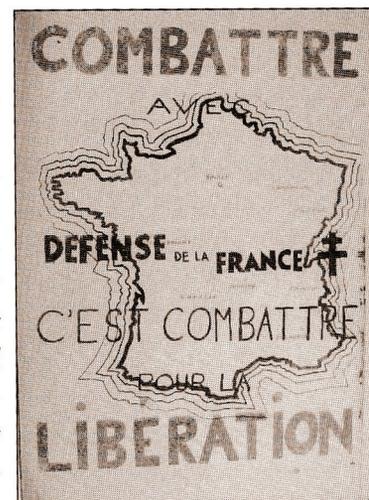
L'économiste des cantines municipales d'Argenteuil, Charles Biennais, recueillait des résistants à cacher. Il fera adhérer ses militants au MLN (Mouvement de Libération Nationale), sous les ordres du colonel Longchambon. A Saint-Leu, Robert Decamps, constituait une filière de passage en zone sud affiliée à l'Armée Secrète, l'organisation du général Delestraint. Une entreprise de bûcheronnage dissimulait des activités de renseignement et d'évacuation d'aviateurs alliés. A Soisy, le conseiller municipal socialiste, Désiré Moulin, avait refusé d'être renommé par Vichy en 1941, et avait recherché ses anciens camarades de la SFIO dans la région. Un instituteur de Viarmes, Kleimpeter, était responsable de Libé-Nord pour les cantons de Montmorency et Taverny. L'ancien commandant de gendarmerie Raphaël Larocque entra en contact avec le BCRA de Londres et supervisait, depuis sa maison d'Enghien, sous le nom de " *Lancien* ", l'organisation de Libé-Nord dans la vallée de Montmorency. Ses combattants FFI libèrent la région en août 44. Le docteur Esnault de Saint-Prix sera responsable du maquis de l'Isle-Adam. Les hôpitaux de Montmorency et de Beaumont, ainsi que le sanatorium de Saint-Martin du Tertre soignaient et cachaient des évadés, des aviateurs alliés, des résistants et des réfractaires. Leurs dirigeants et leurs personnels prendront une part active aux combats de la Libération.

Le Parti Communiste avait cherché à élargir son recrutement : son " *Front National* " donnera naissance aux Francs-Tireurs et Partisans (FTP) qui rejoindront les autres mouvements au sein des FFI, Forces Françaises de l'Intérieur, mais en gardant souvent une autonomie importante. Ainsi, le Domontois Marc Pinçon, sans être communiste, sera Front National en 1944.

Rapports du Préfet de Seine-et-Oise

Des actes de résistance sont rapportés par le Préfet de Seine-et-Oise dès les premiers temps. Les queues pour ravitaillement " *sont utilisées par les ex-communistes et les partisans du Général de Gaulle pour faire circuler leurs mots d'ordre et développer leur propagande*". (novembre 1940).

Un marin allemand est blessé dans le dos à Enghien (octobre 1942). Mitraillage entre Survilliers et Luzarches (janvier 1943). Un déraillement est provoqué à Persan (juin 1943). Un train allemand est attaqué à la mitrailleuse à Enghien (juin 1943). Le commissaire de police de Gonesse est abattu (juillet 1943). Au cinéma Le Palace de Beaumont, du balcon, un homme fait un discours sur la Résistance " *ses*



39 - Défense de la France a fourni des papiers, des cartes d'alimentation, des certificats à presque tous les mouvements de résistance : plus d'un million de faux, dont une bonne partie fabriqués par Michel Bernstein et sa femme Monique Rollin, qui restèrent cachés trente mois sans sortir. La nièce du Général de Gaulle, Geneviève de Gaulle, faisait partie de ce groupe ; avec 50 autres résistants, elle fut arrêtée, à la suite d'une trahison, et envoyée au camp de Ravensbrück. Rescapée, elle épousa Bernard Anthonioz et fut présidente du Mouvement ATD-Quart Monde jusqu'à son décès récent. Défense de la France, fondée dès 1940, compta 2500 militants actifs, perdit 146 membres en déportation, 40 fusillés et 29 tués au combat. 139 déportés sont revenus, 85 militants furent relâchés après avoir été arrêtés. Mentionné dans un rapport de Jean Moulin du 4 mai 1943, le mouvement reçut des fonds de Londres, refusa d'entrer au Front National, fut contacté par Brossolette et Rémy, mais pas retenu pour le Conseil National de la Résistance. Défense de la France participa à l'Assemblée Consultative (octobre 1944) et à la constitution de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR).)

40 - Le numéro 39 de Défense de la France, du 30 septembre 1943, publia les premières photos de camps hitlériens, qui eurent un retentissement considérable.

41 - Voir l'ouvrage publié par l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, 9 rue de Calais, 95100 Argenteuil, " *La Résistance en Val d'Oise* ", de Martial Larocque, 1998.